

CENTRE CATHOLIQUE INTERNATIONAL DE GENEVE (CCIG) RAPPORT D'ACTIVITES 2010

INTRODUCTION

L'Assemblée générale du CCIG de décembre 2009 avait exprimé sa volonté de voir le Centre affirmer sa vocation spécifique : offrir aux organisations non gouvernementales d'inspiration chrétienne représentées à Genève, un lieu d'échanges, de réflexions et d'informations sur les multiples et complexes interrogations du monde, dans un esprit œcuménique et interreligieux.

Ainsi, en 2010, au travers de ses activités liées aux thèmes de l'agenda international, le Centre a-t-il toujours eu le souci de promouvoir l'ensemble des conditions sociales qui permettent et favorisent dans chaque être humain le développement intégral de sa personne ainsi que la défense et le respect de ses droits. C'est à partir de cette conception du bien commun¹ que le CCIG a orienté ses activités autour de trois thèmes : les enjeux des changements climatiques, les travailleurs migrants et le projet de Convention de l'OIT sur les travailleurs domestiques.

De même, la collaboration avec les OING a-t-elle été renforcée pour répondre aux demandes explicites de celles-ci. Il nous a paru, en effet, important que l'exceptionnel tissu relationnel qu'offre la ville de Genève valorise, au sein des institutions internationales particulièrement non gouvernementales, le souci d'éthique qui caractérise l'engagement de celles et ceux qui, de par leur tradition confessionnelle, s'efforcent de rendre notre monde plus humain, plus juste.

L'Assemblée générale du CCIG de décembre 2009 avait défini 4 axes principaux autour desquels devaient s'organiser le travail du CCIG jusqu'en 2012 : le service aux ONG d'inspiration catholique, l'information et la formation au fonctionnement des institutions des droits de l'homme des Nations Unies, la sensibilisation d'un public religieux aux actualités internationales, le domaine administratif. Chacun de ces 4 axes constitue un chapitre du rapport d'activité du CCIG pour l'année 2010.

A. SERVICE AUX ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES D'INSPIRATION CATHOLIQUE

Février 2010 - Participation au FORUM à Rome

Le CCIG a participé au 2^e Forum des ONG d'inspiration catholique à Rome. Hélène Durand Ballivet, alors secrétaire générale du CCIG, était membre du Groupe de Travail du Forum chargé de préparer le 1^e puis le 2^e Forum. A l'occasion de 2^e Forum, le CCIG a contribué au débat des groupes thématiques droits de l'homme et environnement/changements climatiques. A travers ce Forum, le CCIG a renforcé ses liens avec des autres ONG d'inspiration catholique et s'est engagé à poursuivre son soutien et sa collaboration avec eux.

¹ « Aspects fondamentaux du Bien commun » : Voir Jean XXIII « Pacem in Terris » paragraphes 55 à 59 – « Ici Nous devons attirer l'attention sur le fait que le bien commun concerne l'homme tout entier, avec ses besoins tant spirituels que matériels. Conçu de la sorte, le bien commun réclame des gouvernements une politique appropriée, respectueuse de la hiérarchie des valeurs, ménageant en juste proportion au corps et à l'âme les ressources qui leur conviennent ».

Mars 2010 – Evaluation du FORUM des ONG d’inspiration catholique

Après le Forum des ONG d’inspiration catholique, le CCIG a organisé une session d’évaluation à l’intention des ONG catholiques basées à Genève, afin de tirer les conclusions du Forum, d’envisager le suivi et de préciser quel rôle pourrait jouer le CCIG dans ce cadre. **Mgr. Silvano Tomasi**, Nonce Apostolique auprès des Nations Unies et membre du Forum a participé à cette réunion.

Engagement avec le Forum Genève

Dans un esprit de collaboration, le CCIG a participé et contribué à l’organisation de plusieurs réunions du Forum de Genève spécialisé dans les questions liées à l’éducation et aux droits de l’enfant et qui rassemble les ONG d’inspiration catholique concernées par ces questions et présentes à Genève.

B. SESSION D’INFORMATION ET FORMATION AU FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS DE DROITS DE L’HOMME DES NATIONS UNIES

1. GROUPE THEMATIQUE ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Janvier 2010 – Changements Climatiques – Un regard après Copenhague (décembre 2009).

Le but de cette réunion : évaluer les résultats du Sommet des Nations Unies sur le changement climatique. Nous avons entendu les exposés de représentants de Franciscans International, Caritas Internationalis et de la Jeunesse Etudiante Catholique Internationale (JECI) qui ont abordé les thèmes suivants : le rôle des jeunes pour sensibiliser la société sur les changements climatiques ; la relation entre changements climatiques et comportements quotidiens, le lien entre droits de l’homme et changements climatiques, migration et changements climatiques. 15 ONG d’inspiration catholiques de Genève ont participé à cette rencontre.

Changements Climatiques - Le CCIG a pris l’initiative de développer un forum informel des ONG confessionnelles à Genève sur le thème : « Changements climatiques et environnement ». Les organisations membres de ce réseau sont les suivantes : les Bouddhistes, Brahma Kumaris, Caritas Internationalis, le CCIG, le Conseil Œcuménique des Eglises, le Conseil des peuples autochtones, le Forum International de l’Environnement (Baha’i), Franciscans International, et les Quakers,. Il est ouvert aux autres organisations confessionnelles. Le but de ce réseau est de discuter des interactions entre changements climatiques et environnement d’un point de vue éthique et spirituel en lien avec les différents mécanismes de l’ONU qui traitent de ce sujet.

Nous avons organisé :

- Un événement parallèle, le 31 mai 2010 au Palais des Nations, pendant la 14^e session du Conseil des droits l’homme sur le thème « **Droits Culturels et Changements Climatiques : Perspectives Ethiques et Spirituelles** ».
- Un second événement parallèle a eu lieu à l’occasion du 3^{ème} Forum Social du Conseil des droits de l’homme, le 4 octobre 2010 sur le thème « **Changement Climatique, Pauvreté, Ethique et spiritualité : dans la perspective de Cancun, Afrique du Sud et Rio + 20** ».

2. GROUPE THEMATIQUE DROITS DE L’HOMME

Mars 2010 - Universalité des droits de l’homme en Asie du Sud-Est - co-organisé par le CCIG avec la collaboration de OIDEL (Organisation internationale pour le droit à l’éducation et la liberté d’enseignement) et de l’Institut International des droits humanitaires. L’invité, **Rafendi Djamin**, commissaire de la Commission intergouvernementale des droits de l’homme de l’Association des Nations d’Asie du Sud-est (AICHR) a expliqué le fonctionnement de cette nouvelle institution des droits de l’homme dans une région caractérisé par sa grande diversité culturelle et religieuse. **Michel Veuthey** (Institute International de Droits Humanitaires - IIDH) a été le modérateur et **Alfred Fernandez** (OIDEL) a tiré les conclusions de cette rencontre. Points importants : l’orateur a expliqué qu’à partir de la réalité culturelle et religieuse de la région, l’universalité des droits de l’homme est mise en question, mais ce mécanisme est évolutif et l’interprétation du mandat de la Commission peut,

à cet égard, apporter certaines réponses constructives. Une vingtaine de participants représentaient plusieurs ONG catholiques ainsi que le réseau du Comité des ONG des droits de l'homme à Genève.

Avril 2010 – Table ronde sur l'**Evaluation de la procédure d'Examen Périodique Universel du Conseil des droits de l'homme de l'ONU: Les défis à relever**, en présence de **Pol Planas**, Conseiller à la Mission permanente d'Espagne qui assurait, à cette date, la présidence du Conseil Européen. Participaient à cette Table ronde: **Yao Agbetse**, coordinateur du plaidoyer à Franciscains International, **Nathalie Jeannin**, représentante permanente de la FIACAT auprès des Nations Unies, Père **Olivier Poquillon**, représentant permanent de *Dominicans for Justice and Peace* auprès des Nations Unies.

Les intervenants ont souligné que ce nouveau mécanisme est très important et facile à mettre en œuvre par les ONG nationales de base. Il reste méconnu sur le terrain. L'Union européenne encourage les ONG à soumettre leur rapports et à contacter leurs représentants dans les pays examinés. Le défi principal reste la mise en œuvre des recommandations. 40 participants membres des ONG catholiques à Genève ont participé à cette réunion.

Avril 2010 - Misons sur un commerce juste : Droit à l'alimentation (Dans le cadre de la campagne œcuménique de Carême en Suisse) – organisé par le Centre en collaboration avec la COTMEC (Commission Tiers-Monde de l'Eglise Catholique de Genève), La Terre Nouvelle de l'Eglise protestante de Genève et les Aumôneries universitaires avec la présence de **Olivier de Schutter** (Rapporteur Spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation) et **Pilar Fajarnes** (responsable de la division de la mondialisation et des stratégies de développement du CNUCED). **Joseph Calstas Chittilappilly** (Secrétaire Général de l'UCIP), comme modérateur, a animé le débat avec le public réuni dans une des aules de l'Université de Genève.

Les intervenants ont expliqué que la solution au problème de la faim implique des changements dans les politiques alimentaires. Ceci signifie que la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International doivent changer leurs priorités en soutenant d'avantage les petits paysans locaux. Le système qui favorise l'avantage comparatif international des Etats ne marche pas. De plus, le mécanisme du commerce des produit de base comme le riz, le maïs, le soja, le blé donnent trop de pouvoir aux commerçants intermédiaires qui sont à la source de la volatilité des prix. La solution pour bien nourrir le milliard de personnes qui aujourd'hui souffrent de sous-alimentation consiste à accorder la priorité à l'agriculture, renforcer la gouvernance des Etats vis-à-vis des multinationales, soutenir les petits paysans en visant leur autosuffisance. Il y a eu 60 participants, dont les membres du CCIG et des ONG d'inspiration catholique ainsi que des membres des réseaux de l'Eglise Catholique et l'Eglise réformée de Genève.

Juin 2010 - Session d'information sur la procédure de l'Examen Périodique Universel du Conseil des droits de l'homme de l'ONU: Le CCIG en collaboration avec le BICE (Bureau International Catholique pour l'Enfance) et SIGNIS a organisé à Bruxelles une séance d'information sur le mécanisme d'Examen Périodique Universel (EPU) du Conseil des Droits de l'Homme à l'intention des différentes organisations catholiques basées en Belgique. Cette réunion avait pour objectif d'informer les ONG catholiques installées en Belgique sur les procédures à suivre en vue de l'élaboration du rapport d'EPU de la Belgique. Les ONG d'inspiration catholique suivantes ont participé à cette session : AIC-MIAMSI, BICE, FAFCE, JOC , Pax Christi International, Réseau Crescendo et SIGNIS.

Septembre 2010 - « La situation des femmes victimes de viols pendant la guerre en République démocratique du Congo », en collaboration avec Pax Christi International et Pax Christi Genève. **Justine Masika Bihamba**, coordinatrice de « Synergie des Femmes pour les victimes des violences sexuelles » qui travaille avec les victimes de viols perpétrés pendant la guerre à l'est du R.D. Congo, et **Donatella Rostagno**, qui travaille au sein du Réseau Européen pour l'Afrique Central (EurAc) sont intervenues à cette occasion. Cette réunion a été organisé aussi à l'occasion de la sortie du document de l'ONU sur la situation des droits de l'homme au RD Congo de 1993 – 2003.

Justine Bihamba a fait un exposé sur la situation actuelle à l'Est du Congo où les femmes sont victimes des conflits entre les différents groupes armés et l'armée gouvernementale. Le travail de l'ONG « Synergie de Femme » est principalement lié à l'accompagnement psychologique des victimes, au dépistage VIH-SIDA, à la rédaction d'une proposition de loi sur la protection des femmes, à la sensibilisation de la communauté, à l'accompagnement judiciaire et au plaidoyer auprès des gouvernements et des institutions internationales. Par ailleurs, **Justine Bihamba** a critiqué l'absence de femmes à la Conférence sur la Paix au Kivu et aux autres conférences. Elle a souligné que les problèmes principaux sont liés à la sécurité, à l'impunité, à la corruption dans l'appareil judiciaire, au manque de protection des victimes ainsi qu'à la nécessité de réformer l'armée.

Donatella Rostagno a brièvement présenté la situation générale dans la région des Grands-Lacs, spécialement au Rwanda, au Burundi, en Ouganda et en RDC. Elle a également expliqué qu'à l'occasion du processus de paix, l'armée congolaise avait intégré différents groupes armés dont des groupes anciennement rebelles. Ainsi, l'armée n'est pas unitaire ; il serait donc nécessaire d'avoir une réforme de l'armée congolaise. Le gouvernement congolais est un gouvernement qui est faible vis-à-vis des pays voisins comme le Rwanda et l'Ouganda. En ce qui concerne le Rwanda, ce pays a besoin d'ouvrir un espace démocratique pour accueillir le groupe armé Hutu (FDLR) situé au Congo. La question de l'impunité est très importante surtout pour poursuivre les auteurs de viols et les déférer à la justice.

Novembre 2010 – Conférence sur **La liberté religieuse : du terrain à la diplomatie internationale** organisée par Le Forum Genève des ONG d'inspiration catholique, en collaboration avec CCIG, la Mission permanente du Saint Siège auprès de l'ONU et le Centre Catholique d'études. Cet événement a été organisé à l'occasion de la publication de rapport 2010 « La liberté religieuse dans le monde » préparé et publié par Aide à l'Eglise en détresse (AED), en présence de **Mgr. Silvano Tomasi**, Nonce Apostolique, Observateur permanent du Saint-Siège auprès de l'ONU et des autres institutions internationales à Genève et de **M. Roberto Simona**, chargé de recherches et spécialiste de l'Islam et des minorités chrétiennes.

3. GROUPE THEMATIQUE MIGRATION

Juin 2010 - Travailleurs Domestiques : Contribution à l'élaboration du projet de Convention de l'OIT sur le travail décent pour les travailleurs domestiques - en collaboration avec La Commission Justice et Paix de l'Eglise Catholique d'Allemagne/ Kolping International ainsi qu'avec le soutien des Réseaux de travailleurs domestiques d'Asie, d'Afrique et de IDWN (International Domestic Workers' Network). Parmi les panelistes, nous avons entendu plusieurs présentations et en particulier celle des représentants des travailleurs domestiques d'Asie et d'Afrique qui ont exposé leurs expériences en soulignant l'importance de ce projet de convention pour mieux protéger leurs droits. Pour sa part **Mgr. Silvano Tomasi**, Nonce Apostolique auprès des Nations Unies et **Martina Liebsh** de Caritas Internationalis ont expliqué l'importance de l'adoption de ce projet de convention. Il y a eu plus de 40 participants, dont des représentants syndicaux des travailleurs domestiques et leur représentants en Asie, Amérique Latine et Centrale, Afrique, Moyen Orient, ainsi que des ONG d'inspiration catholique à Genève. Les organisateurs souhaitent continuer cette activité en 2011 pour la campagne de ratification de la Convention après son adoption par la Conférence internationale du Travail de juin 2011.

Octobre 2010 - Situation de Roms en France et Europe

A l'issue de son Assemblée générale, le CCIG a organisé une conférence sur la Situation de Roms en France et en Europe, avec **Johan Ketelers**, secrétaire général de la Commission internationale catholique pour les migrations (CICM) et **Richard Werly**, correspondant de journal Le Temps à Bruxelles et vice président du CCIG. **Johan Ketelers** a expliqué la position de la CICM pour laquelle la société doit passer d'une attitude de stigmatisation sociale de la communauté Roms à une réponse morale et structurelle ouvrant au dialogue visant la création d'un statut concret pour les Roms ; ceci permettrait de tenir compte des formes anciennes et des formes nouvelles de mobilité dans le contexte contemporain : un statut prévisible, cohérent et juste permettrait l'accès aux services sociaux de base ainsi qu'une possibilité de reconnaissance de ce statut au-delà des frontières. Il s'agirait donc

d'adopter un statut reconnu internationalement, comprenant un ensemble de droits et d'obligations pour les personnes qui se déplacent. **Richard Werly** nous a expliqué le débat au plan européen.

4. GROUPE THEMATIQUE SANTE

Mai 2010 – Séance d'information sur les principaux thèmes abordés par l'Assemblée Mondiale de la Santé 2010 : comment les ONG d'inspiration catholique peuvent-elles s'engager sur ces questions? Mgr. Rev. R Vitillo, chef de la délégation de Caritas Internationalis à Genève et **Dr. Maria Rossi**, représentante permanente de la Communauté Pape Jean XXIII ont été les personnes ressources. **Mgr. Rev. R. Vitillo** a expliqué le déroulement de l'Assemblée et les sujets sur lesquels les organisations catholique peuvent travailler ensemble, surtout dans le domaine de la protection du droit à la vie, le VIH/SIDA et les réalisations des Objectifs du Millénaire pour le Développement (ODM). **Dr. Rossi** a expliqué la différence entre santé publique et santé clinique médicale, ainsi que l'évolution de la notion de santé publique. Enfin, elle nous a montré le lien direct entre la santé publique et les droits de l'homme. Selon elle, pour améliorer la santé nous devons respecter les droits de l'homme.

C. SENSIBILISATION D'UN PUBLIC RELIGIEUX AUX ACTUALITES INTERNATIONALES

- Collaboration avec la COTMEC (Commission Tiers-Monde de l'Eglise Catholique de Genève), Terre Nouvelle (Eglise réformée de Genève) et les aumôneries universitaires pour un colloque sur les « Droits à l'alimentation » en collaboration avec Olivier de Schutter, Rapporteur Spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation (avril 2010).
- Présentation sur la situation des droits de l'homme en Afrique à l'occasion de la soirée Ouverture au Monde de l'Eglise Catholique Romaine de Genève (ECR) à Meyrin (mai 2010)
- Participation à la réunion de Caritas Genève à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de l'indépendance du République Démocratique du Congo (août 2010)
- Animation dans la Paroisse St Antoine de Padoue d'un débat sur les changements climatiques organisé par la COTMEC et Terre Nouvelle (septembre 2010)
- Collaboration avec Pax Christi de Genève à l'occasion d'un débat sur « La situation des femmes victimes de viols pendant la guerre en République démocratique du Congo (septembre 2010).
- Participation régulière aux réunions périodiques du Département d'Ouverture au Monde de l'Eglise Catholique Romaine de Genève (ECR).

D. DOMAINE ADMINISTRATIF

1. ACCEUIL

Dans le courant de l'année 2010, le CCIG a accueilli des nombreux visiteurs représentants d'ONG d'inspiration catholique qui avaient besoin d'informations concernant les institutions internationales à Genève ainsi que d'autres relatives aux multiples rencontres internationales qui se tiennent dans cette ville (Conseil des droits de l'homme, Conférence Mondiale du Travail, Assemblée Mondiale de la Santé, etc). Le Centre a aussi accueilli de nombreux étudiantes et chercheurs, et des membres de congrégations religieuses.

2. BULLETIN

Enfin, le CCIG a transmis les informations sur les réunions organisées par les Nations unies et d'autres instances internationales à ses membres au sein du réseau des ONG d'inspiration catholique, ainsi que les Bulletins trimestriels électroniques contenant des réflexions liées aux sujets traités par les instances internationales.

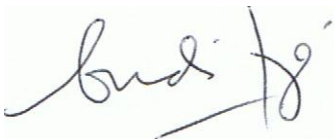
3. ASSEMBLEE GENERALE

L'AG 2010 a eu lieu le 20 octobre. Les rapports d'activités 2009 et 2010, le rapport financier 2009, et les orientations d'activités pour 2011 ont été adoptés à l'unanimité après discussion. A l'issue de cette réunion, le CCIG a organisé une conférence sur la Situation de Roms en France et en Europe, avec Johan Ketelers, secrétaire général de la Commission internationale catholique pour les migrations (CICM) et Richard Werly, correspondant du journal Le Temps à Bruxelles et vice président du CCIG. Par ailleurs, le comité du CCIG s'est réuni 6 fois au cours de l'année.

E. CONCLUSION

Ainsi, au cours de l'année 2010, le CCIG s'est-il concentré sur la mise en œuvre du programme que lui avait fixé l'AG de décembre 2009. La priorité a été donnée aux activités susceptibles de redonner une visibilité au CCIG. Le manque de moyens financiers n'a pas permis de prendre des initiatives plus ambitieuses comme par le passé : invitations de conférenciers, organisation de sessions de formation, etc..

Pour préparer l'avenir, l'AG d'octobre 2010 a demandé que l'effort du secrétariat soit désormais porté sur la recherche de financements liés à chaque activité programmée. En effet, depuis 2009 et jusqu'en 2012, c'est Action de Carême Suisse qui finance la presque totalité du budget du CCIG. Cette situation privilégiée s'arrêtera en 2012 si aucune autre source de financement ne vient s'ajouter à cette subvention. Dès lors, une nouvelle orientation des activités du secrétaire général s'impose ; elle impliquera une diminution du nombre d'activités thématiques en faveur d'un accroissement de ses activités de recherche de fonds. C'est pourquoi, le CCIG qui ne peut échapper à cette réalité vécue par toutes les ONG internationales a-t-il entrepris un programme de recherches destiné à élargir ses contacts tant à Genève que dans le reste de la Suisse auprès de bailleurs de fonds institutionnels, à développer de nouvelles initiatives pour renforcer ses liens avec les institutions d'aide de la communauté catholique internationale et les congrégations religieuses internationales ou membres de la communauté confessionnelle locale à Genève. Ce travail de réseautage est soutenu par les membres du Comité du CCIG qui apportent leur aide au secrétaire général.



Budi Tjahjono,
Secrétaire général du CCIG



Hélène Durand Ballivet,
Présidente du CCIG

Genève, le 10 avril 2011